

Conseil régional
Groupe Breizh da Zont - Bretagne à Venir

5^{ème} réunion du Conseil régional de Bretagne - Juin 2011

Intervention de Madame Bernadette MALGORN

Conseillère régionale de Bretagne

Présidente du groupe Bretagne à Venir - Breizh da Zont

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Notre ordre du jour inscrit enfin la question agricole, annoncée depuis plus d'un an. Il nous permet de jeter un regard croisé sur 2 sujets d'importance : l'agriculture et l'eau.

Pour l'agriculture vous nous proposez de : « bâtir une Nouvelle Alliance entre la Bretagne et ses agriculteurs ».

A l'occasion du salon de l'agriculture en février dernier, un sondage n'a pas révélé de réelle fracture entre la population française, bretonne et les agriculteurs. 78% des personnes interrogées ont déclaré faire confiance aux agriculteurs, 77% estiment que c'est un métier moderne et 65% qu'ils sont respectueux de notre santé.

Cependant, nous le savons, le monde agricole souffre. Traitant du vivant, il est soumis aux aléas de la nature, affecté par des crises et souvent injustement cloué au pilori. L'agriculture est un métier dur qui exige beaucoup de travail, des investissements lourds, sans que le retour soit toujours à la hauteur des efforts consentis par ces femmes et ces hommes.

On ne peut nier des incompréhensions entre une population de plus en plus urbanisée et le monde agricole. Nous devons et nous pouvons agir pour les lever et non les entretenir par un discours ambigu qui ferait notamment de l'agriculture un sous produit des politiques environnementales.



Les enjeux macro-économiques ont été analysés dans votre rapport agricole jusqu'à la page 20. De même que dans la partie introductive du rapport sur l'eau : nous partageons les grandes lignes de ces analyses.

Mais les intentions que vous affichez ne répondent pas à l'analyse de la situation.

Ce que vous oubliez trop : c'est que l'agriculture est une activité économique à part entière, avec ses 77 000 chefs d'entreprises et salariés dans les exploitations et ses 68 000 salariés dans les industries agroalimentaires.

Comme toutes activités économiques pour avoir un avenir, l'agriculture bretonne doit s'adapter aux nouveaux marchés. Elle a donc l'obligation de se diversifier. Se diversifier ne veut pas dire abandonner un modèle pour aller vers un autre modèle unique. On ne peut au nom de la diversification passer par pertes et profits les 90% de l'agriculture bretonne dite conventionnelle. C'est aux agriculteurs de décider vers quel modèle de production ils souhaitent orienter leurs exploitations. On ne s'improvise pas éleveurs, on ne s'improvise pas agriculteurs bios. Les agriculteurs croulent sous les contraintes administratives, les procédures, les règlementations N'en n'ajoutons pas.

Activité économique, l'agriculture bretonne a besoin de rentabilité pour dégager des revenus. Analysons la nouvelle donne mondiale. Votre rapport, page 7, convient et nous en sommes d'accord qu'il faut produire plus et mieux à l'échelle mondiale. La France et la Bretagne ne peuvent se soustraire à leur responsabilité pour répondre à ce grand défi alimentaire et comme le dit très justement la contribution du représentant CGT du CESER : « La nécessité d'apporter des réponses à ces enjeux forts nous oblige à réfléchir à la création d'une filière qui intègre la production, les entreprises de transformation, les donneurs d'ordre que sont les grands groupes de distribution, faute de quoi il n'y aura pas de perspective durable à une agriculture de qualité ».

La recherche de rentabilité passe, bien sûr par une plus grande autonomie des exploitations, plus d'innovation, plus d'expérimentation, plus de formation pour les chefs d'exploitation et des salariés.

L'agriculture bretonne a besoin encore et toujours d'améliorer sa compétitivité pour continuer d'exporter, conserver et gagner de nouvelles parts de marché. Attention ! Même l'agriculture est délocalisable. Et l'agroalimentaire s'implante soit près des lieux de production soit à proximité des nouveaux consommateurs. Pour nous, le maintien d'une agriculture forte passe par le développement de notre agro-alimentaire et réciproquement.

Que nous proposez-vous ? Nous avons lu 52 propositions qui sont plutôt des intentions affichées car la plupart sont au futur comme autant de conditionnel.

Et on ne délibère pas au conditionnel.

Je prendrais quelques exemples :

- Le maintien de notre potentiel de foncier agricole. Oui trois fois oui. Mais pourquoi opposer la gestion raisonnée du foncier à l'agrandissement des exploitations ? Pourquoi qualifier l'agrandissement « d'outrancier » et l'utilisation des produits chimiques "massif" (P28) si ce n'est pour d'emblée les disqualifier ? Comment encourager le recours à l'herbe sans agrandir les exploitations ou diminuer le cheptel ? Comment engager les exploitations vers plus d'autonomie si l'on empêche les regroupements parcellaires voire les agrandissements ? A ces questions aucune réponse.
- Autre sujet, la valeur ajoutée. Tout d'abord, pas d'auto flagellation. L'agriculture bretonne, malgré sa spécialisation en élevage, est bien placée pour la valeur ajoutée globale. Elle est en tête pour la valeur ajoutée à l'hectare. Ce qui témoigne d'ailleurs de notre capacité à bien utiliser ce bien devenu rare qu'est le foncier. Ne détruisons pas nos atouts, l'intensif a de l'avenir. La valeur ajoutée dont l'emploi est une composante essentielle n'est durable qu'avec une rentabilité durable. La nécessaire reconquête des niches et notre renforcement dans le bio que nous approuvons seront loin de suffire à assurer la rentabilité des exploitations, donc leur pérennité et celle des emplois de la filière. Votre rapport est peu disert sur le soutien aux organisations de producteurs qui peuvent apporter une réponse à cette question de la valeur ajoutée.

- La diversification de l'agriculture bretonne. Diverse, elle l'est déjà tant dans ses productions que ses modes de production et de distribution. N'êtes vous pas en train insidieusement - et peut-être même sciemment - d'imposer un modèle unique : celui d'une agriculture du tout bio ? Dans le bilan de votre précédente mandature vous vous réjouissiez je cite que «notre engagement "1€ pour l'agriculture conventionnelle pour 1€ dans l'agriculture respectueuse de l'environnement" ai été dépassé. Nous en sommes à 1€ pour 6€ ». Quel soutien apportez-vous alors aux 150 000 emplois de l'agriculture et de l'agroalimentaire ?
- Mais pour défendre ces 150 000 emplois, il faut accepter que l'agriculture bretonne soit exportatrice en France dans l'Union européenne et même au-delà. Sauf erreur de ma part, je n'ai lu qu'une seule fois le verbe « exporter » dans votre rapport. Or, l'élevage breton peut nourrir environ 30 millions de personnes. Vous voudriez qu'il se replie sur la consommation des 3 millions de Bretons. Voulez-vous passer par pertes et profits les 35% que représente l'agriculture dans la balance commerciale de la Bretagne ? Pour notre part nous réaffirmons la vocation exportatrice de l'agriculture bretonne et de son industrie agroalimentaire.

Les réserves émises par le CESER sur votre rapport rejoignent nos préoccupations. Vous oubliez l'emploi et plusieurs organisations représentatives ont pointé cette contradiction majeure. « Si nous chaussons les lunettes du Conseil régional qui n'entrevoit l'existence des salariés que deux fois en 60 pages de son rapport une telle myopie nous laisse pantois. Il n'y aura pas d'agriculture bretonne sans les salariés agricoles et sans eux il n'y aura pas de nouvelle alliance » constate justement la CFDT. Quant à la CGT, elle pose la question « alors que la baisse de production agricole est déjà une réalité en Bretagne comment allons nous maintenir et développer les emplois existants dans l'agroalimentaire ? Le développement de nouvelles pratiques soucieuses de l'environnement, dans une démarche de qualité, de circuits courts, ne remet-elle pas en cause les outils de production qui se sont développés et dès lors qu'advient-il des salariés qui y travaillent » ? Nous ne sommes pas aussi pessimiste que la CGT mais nous considérons que ces questions méritent des réponses.

A ces questions, notre groupe, qui se réjouit des initiatives du Président de la République mobilisant le G20 sur les questions agricoles, a des solutions. Nous en avons tracé les grandes lignes. Dans vos rapports, vous esquiviez. Car, vous n'avez pas de réelle stratégie agricole mais vous cherchez à endormir le monde agricole pour lui faire avaler une stratégie -bien réelle celle-là - développée dans votre rapport sur l'eau.

Soyons clair, nous nous sentons engagés par les objectifs de bon état écologique des eaux et des milieux aquatiques résultant des politiques nationales et européennes.

- Mais nous refusons de voir à nouveau les agriculteurs pointés du doigt comme principaux responsables des dégradations de la qualité de nos eaux au mépris de tous les efforts accomplis. Je lis (page 36) « le conseil régional favorisera l'agriculture dans son rôle de gestionnaire des ressources naturelles, par exemple via un soutien renforcé aux formes d'agricultures respectueuses de l'environnement, dont l'agriculture biologique et herbagère ».
- Nous dénonçons votre volonté, sous couleur d'une régionalisation toujours flatteuse, de faire main basse sur les 600M€ de la PAC versés en Bretagne au seul bénéfice des politiques de l'eau.
- Nous récusons la substitution des responsabilités que vous proposez quand vous entendez soumettre les choix des systèmes de production agricole aux SAGE et aux autres organismes dont vous proposez la création.

La lecture croisée de ces deux rapports montre clairement que pour vous l'agriculture bretonne est un sous-produit des politiques de l'eau.

Cela se traduit par la médiocrité du budget régional consacré à l'agriculture que vous tentez de gommer en agrégeant divers budget pour arriver à 57 M d'€ de budget consolidé. La réalité est tout autre : en 7 ans le budget consacré directement aux exploitations est passé de 15 à 16 M d'€ et ce que vous proposez aujourd'hui est largement financé par le redéploiement.

Nous, nous voulons une agriculture productive, diversifiée, exportatrice et écologiquement responsable, chemin sur lequel elle s'est largement engagée.

Nous n'avons pas la même conception de l'économie agricole, du travail des hommes et des femmes qui font vivre ce pilier de l'économie bretonne.

Vos rapports sont au contraire un déni de la vocation agricole et agro-alimentaire de la Bretagne dans le monde du 21^{ème} siècle.

Je vous remercie de votre attention.